

Présentation au nom de Be the Vote à l'intention du Comité spécial sur la réforme électorale

***Be the Vote** est un organisme de jeunes bénévoles qui vise à accroître la participation électorale chez les jeunes Canadiens. Les renseignements figurant dans le présent document sont fondés sur les efforts que nous avons fournis en vue de réaliser des programmes de sensibilisation sur le terrain, de mobiliser directement les jeunes qui ne votent pas et les électeurs qui doutent, et de diffuser des annonces en ligne et à la télévision.*

Recommandation 1 : *Demander à Élections Canada d'encourager la participation électorale*

Recommandation 2 : *Désigner Élections Canada ou un autre organe comme responsable permanent de l'offre d'une éducation civique après la sortie des systèmes scolaires élémentaires et secondaires.*

L'ERRE a souligné cinq principes du système électoral canadien : 1) efficacité et légitimité, 2) mobilisation, 3) accessibilité, 4) intégrité et 5) représentation locale. L'évaluation de la représentation proportionnelle, du vote en ligne et du vote obligatoire devra être réalisée en tenant compte de l'incidence de ces principes. De nombreuses modifications des politiques électorales nécessiteront toutefois probablement moins de délibérations concernant la préservation de ces cinq principes.

Be the Vote a produit un résumé visant à approfondir le principe de la **mobilisation**, qui a été défini par l'ERRE comme une, « [mesure qui] encourage le vote et la participation au processus démocratique, favorise une civilité et une collaboration accrues au sein de la sphère politique, améliore l'unité sociale et offre des possibilités d'inclusion des groupes sous-représentés dans le processus politique. » Nous estimons que l'on peut encourager la participation au système électoral en établissant des mesures politiques qui favorisent directement la mobilisation et l'information. Ces mesures viendraient s'ajouter aux changements évalués par l'ERRE.

Les membres de l'ERRE conviendront que la mobilisation du public général, c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas des experts en politiques et des membres de partis dans le cadre de la réforme électorale n'est pas une tâche facile. Il est également difficile de faire participer les nouveaux électeurs au processus politique. En plus de la déception par rapport au SMUT, nous en sommes arrivés à comprendre que de nombreux Canadiens ne possèdent pas les connaissances de base sur le système électoral actuel. Élections Canada et des chercheurs ont réalisé des études approfondies sur ce sujet qui ont conclu que le manque d'intérêt, de temps et d'information, et les déménagements ou le caractère temporaire des résidences sont des facteurs qui influent sur la décision de vote.

En guise d’anecdote, nous pensons que de nombreux Canadiens ne sont pas connectés avec la politique dans leur vie quotidienne, contrairement aux personnes qui écrivent et lisent pour le Comité, ou y contribuent d’autres façons.

En 1989, la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis (CRREFP) a établi des principes semblables à ceux de l’ERRE. Ceux-ci comprenaient ce qui suit : « La démocratie est un idéal à promouvoir. » [TRADUCTION] et « La démocratie est une question d’éducation » [TRADUCTION] (Fortin 1991: 17). Nous savons que ces principes sont tout aussi importants et pertinents que ceux proposés aujourd’hui par l’ERRE. Et notre équipe se demande, en se fondant sur nos expériences à titre d’adolescents et d’adultes, si notre gouvernement ne s’est jamais engagé à appliquer ces principes.

Il est également essentiel de reconnaître la mesure dans laquelle la réforme du système pourrait influencer sur les principes et les objectifs de l’ERRE. Certains documents indiquent que les facteurs institutionnels n’expliquent pas l’évolution de la participation électorale. Gray et Craul (2000) concluent que les institutions électorales jouent un rôle essentiel par rapport à l’explication des différences entre les démocraties. Toutefois, ils observent que les institutions sont restées plutôt stables pendant le déclin de la participation électorale dans les nations industrialisées démocratiques, et que le déclin des modes de mobilisation des groupes (déclin des organisations syndicales, absence de clivage entre les classes, etc.) et les facteurs démographiques liés à l’électorat offrent une explication plus complète du déclin de la participation. Il n’y a pas de solution magique, mais nous pouvons apporter des changements visant à tenir compte de l’évolution des facteurs culturels et démographiques dans l’intérêt des futurs électeurs, en plus de remédier au mécontentement des électeurs par rapport à la représentativité du système actuel.

Bien que Be the Vote se soucie de la participation électorale chez les jeunes, les principes qui nous intéressent s’appliquent également aux autres groupes sous-représentés énumérés par l’ERRE. Ils concernent « les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, les aînés, les Canadiens handicapés, les nouveaux Canadiens et les habitants des zones rurales et éloignées » [TRADUCTION].

Points saillants de l’expérience des élections fédérales de 2015

En avril et en mai 2015, Be the Vote a demandé à une grande majorité des syndicats et associations d’étudiants de l’aider en lui communiquant des ressources créatives et des idées de campagnes pour les initiatives d’incitation au vote. Bien que Be the Vote ait établi un partenariat efficace avec l’Université Ryerson et l’Université du Manitoba, il était évident que l’organisation d’une campagne visant à accroître la participation électorale chez les étudiants n’était pas l’une des priorités principales de beaucoup d’associations étudiantes.

Cette situation est attribuable en partie au fait que les élections ont eu lieu au début de l'année scolaire, alors que les activités de la semaine d'accueil et les activités d'initiation touchaient à leur fin. Un autre organisme sans but lucratif, Vote Savvy, a très efficacement mobilisé l'Université de Guelph. Toutefois, il avait reçu un soutien administratif de cette Université en vue de la réalisation de nombreuses activités. Notre équipe a observé que bien qu'elles soient bien placées pour fournir des renseignements à plus d'un million d'étudiants Canadiens, beaucoup d'associations étudiantes disposent de ressources limitées et de programmes sans vision à long terme, applicables sur un ou deux mandats, ce qui rend la planification des élections fédérales ou autres peu commune.

Le partage de ces expériences vise à illustrer le fait que le processus de communication, qui vise à atteindre les jeunes, les organisations étudiantes et les autres forums de jeunes, n'est pas synchronisé et ne communique pas très efficacement les renseignements disponibles sur le vote. Ce problème est aggravé par le manque d'importance à l'information non partisane dans les médias et la couverture du processus de vote, sauf pour ce qui est des plaintes des électeurs qui font la queue le jour du scrutin.

Les nouveaux électeurs savent-ils comment participer au système électoral?

Les nouveaux électeurs ou citoyens comprennent-ils le système électoral actuel?

Comment pouvons-nous attendre des citoyens qu'ils comprennent le système de vote si nous investissons si peu de ressources dans l'éducation civique, à l'exception de celles consacrées aux systèmes primaire et secondaire?

Les organes électoraux doivent-ils encourager le vote?

Peu d'études ont été réalisées au sujet de l'encouragement de la participation électorale par les organes électoraux. Lewis (2015) a analysé la *Loi sur l'intégrité des élections* relativement à ce sujet et a observé un soutien généralisé de la promotion par Élections Canada de l'information et de l'éducation relativement aux « raisons de voter », plutôt qu'à la « façon de voter ». Il a également été déterminé que les limites du mandat en matière d'information d'Élections Canada n'étaient pas compatibles avec celui d'autres organes électoraux, et que le budget attribué à l'éducation civique était faible (Lewis 2015, 306).

L'effet d'une approche « molle » de la mobilisation civique est que pour être engagées en politique, les personnes doivent provenir de familles actives sur le plan politique, avoir un intérêt personnel pour les questions sociales ou appartenir à des cercles sociaux politisés.

La mobilisation civique est laissée au hasard. Nous ne nions pas les efforts et les réussites de groupes tels que CIVIX, Samara et L'apathie est plate. Nous recommandons plutôt que notre gouvernement s'engage sur le long terme par rapport à l'éducation et à la mobilisation civiques en dehors du système scolaire.

Campagnes publicitaires

Une étude réalisée sur la campagne publicitaire d'Élections Canada de 2011 a conclu qu'elle avait eu une influence positive sur les personnes handicapées, les Autochtones et les aînés, mais pas sur les jeunes (McGregor et Anderson 2014). L'explication de McGregor et Anderson était que les efforts d'information fournis par Élections Canada dans les écoles tout au long de l'année, notamment grâce au programme de vote des étudiants (CIVIX) pourraient déjà avoir fait leur effet. À titre d'étudiants qui, pour certains d'entre nous, avons plus de 18 ans depuis plus de deux élections, nous ne pensons pas que cela suffise à expliquer le fait que les publicités n'aient pas d'effet sur les jeunes. Les participants aux conférences destinées aux jeunes organisées en 2015 nous ont indiqué que les publicités utilisées par les organes électoraux devaient être de qualité, pertinentes et intéressantes, et qu'elles étaient fades par rapport à celles des partis politiques, mais également par rapport au monde de la publicité en général (musique, mode, cinéma, événements, etc.).

Le rôle de l'engagement civique sans but lucratif

Les mandats organisationnels qui n'encouragent que la participation des électeurs ne sont pas réalisables en vertu des lois électorales et des lois sur les organismes de bienfaisance actuelles du Canada. Le mandat de Be the Vote est d'encourager la participation des jeunes. Élections Canada n'a pas été en mesure d'établir un partenariat contractuel pendant les élections fédérales de 2015, en raison de notre objectif explicite (bien que non partisan) d'encourager la participation au vote. Les organismes qui avaient pour but principal de fournir de l'information ont toutefois réussi à obtenir un soutien. L'engagement civique non partisan qui adopte une approche proactive et motivante n'est pas admis en vertu des lignes directrices sur les organismes de bienfaisance de l'Agence du revenu du Canada, ce qui nuit encore davantage aux efforts de tout organisme dont le mandat principal est d'encourager le vote.

Il est réaliste de croire que la mobilisation nationale du public est nécessaire pour atteindre les Canadiens est exigerait beaucoup de ressources. Be the Vote est un organisme de très petite taille et ses activités ne suffisent pas à répondre aux difficultés que nous avons repérées.

Conclusion

Les démocraties avancées comme le Canada qui jouissent d'un niveau acceptable de sécurité doivent améliorer le maintien de la mobilisation de leurs électeurs par rapport au système électoral. Les citoyens très engagés en politique ne peuvent pas être les seuls à participer. La tâche laissée à Élections Canada de mobiliser les Canadiens pendant une période d'élection est immense. La réforme électorale doit envisager des façons de permettre à l'encouragement et à l'éducation de survenir de façon cohérente.

Références

Fortin, Pierre. 1991. « Ethical Issues in the Debate on Reform of the Canada Elections Act: An Ethicological Analysis. », *Political Ethics: A Canadian Perspective*, dir. Janet Hiebert. Étude de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis. Toronto : Dundurn.

Gray, Mark et Miki Caul. 2000. « Declining Voter Turnout in Advanced Industrial Democracies, 1950 to 1997. » *Comparative Political Studies* 33 (9): 1091-1122.

McGregor, Michael et Cameron Anderson. 2014. « The Effects of Elections Canada's Campaign Period Advertising. » *Canadian Journal of Political Science* 47 (4): 813-826.

Lewis, J.P. 2015. « Should electoral management bodies encourage voting? The case for a civic education role. » *Citizenship Teaching & Learning*, 10: 3, p. 293–309.